

"Solo pour Schröder" dans Die Zeit (mars 1999)

Légende: En mars 1999, au lendemain de la démission collective de la Commission européenne et à la veille du sommet de Berlin sur l'Agenda 2000, l'hebdomadaire allemand Die Zeit analyse les efforts poursuivis par le chancelier Gerhard Schröder pour sortir l'Europe de la crise.

Source: Die Zeit. [ONLINE]. [Hamburg]: [15.04.2004]. Disponible sur http://www.zeit.de/archiv/1999/12/199912.agenda_2000_.xml.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/solo_pour_schroder_dans_die_zeit_mars_1999-fr-702dof4d-cddf-45d7-a127-613b0194ef95.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Solo pour Schröder

Au sommet européen sur l'Agenda 2000, à Berlin, le chancelier est seul, sans le soutien de la Commission

Christian Wernicke

C'est l'automne dernier, avant les élections en Allemagne, que *The Economist* a présenté en couverture un homme politique allemand. Une question se détachait à côté de son visage rayonnant: «Achèteriez-vous une voiture d'occasion à Gerhard Schröder?»

Depuis, le «vendeur de voitures» est devenu chancelier et est à la tête de la présidence allemande de l'UE. Quatorze gouvernements en Europe doivent maintenant décider si et comment ils veulent faire des affaires avec lui. Depuis lundi soir, ils comptent plus que jamais sur le talent d'intermédiaire de Schröder; en effet, la démission collective de la Commission de Bruxelles prive les 15 hautes personnalités de leur médiateur, qui a trouvé si souvent une solution technocratique à des querelles épineuses. De plus, la recherche d'une issue à la pagaille de Bruxelles prendra du temps. Pourtant, Schröder le sait: «Nous devons maintenant faire en sorte que l'Europe reste à même d'agir.» Car – c'est ce que veut signaler le chancelier – une deuxième crise pourrait pousser l'euro dans l'abîme.

Simple spectateurs, n'étant pas dans l'exercice de leurs fonctions, les commissaires resteront dans la coulisse. C'est à la politique qu'il appartient de prendre des décisions, sur la réforme de la politique agricole coûteuse, sur des subsides de Bruxelles aux régions pauvres via les fonds structurels, sur une répartition plus équitable des fâcheuses charges nettes. Le résultat sera – c'est une certitude – un traité extrêmement compliqué rempli de chausse-trappes et de notes en bas de page. Le compromis doit tenir sept longues années et, de surcroît, préparer l'Europe de l'Ouest à son élargissement vers l'Est. C'est pour cela que Schröder enchaîne ces jours-ci ses visites dans les capitales d'Europe de l'Ouest, c'est pour cela qu'il invite à Berlin la semaine prochaine. À son grand sommet sur l'Agenda 2000.

Tous ensemble contre les Britanniques

Les chances de Schröder d'arracher un accord aux pays de l'UE à l'aube du 26 mars ne sont pas si minces. Le ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer, qui, le week-end dernier, sous le soleil du Rheingau, a préparé avec ses homologues une solution pour la longue nuit du sommet de Berlin, a même déjà eu «le compromis en chiffres sous les yeux». Il a toutefois gardé pour lui les chiffres et leur ordre de grandeur, et il croyait encore la Commission européenne solidement en place. Mais il est possible d'imaginer les grandes lignes de l'accord, tout comme les lignes de front le long desquelles les partenaires de l'UE doivent encore en découdre: les Allemands contre les Espagnols, les Néerlandais contre les Italiens – et tous ensemble contre les Britanniques.

Car c'est au plus tard à Berlin que prend fin la période de grâce que l'Europe a accordée à Tony Blair. Par crainte de nouvelles vagues d'hystérie europhobe sur l'île, diplomates et ministres n'ont fait que chuchoter jusqu'à présent lorsqu'ils exigeaient de Londres une réforme du rabais qu'il y a 15 ans, la Dame de Fer au sac à main avait arraché à l'UE. Au cours du sommet, les quelque six milliards de marks allemands dont la facture de la Grande-Bretagne est depuis allégée tous les ans risquent de provoquer un éclat. Blair déclare que le *rebate* n'est «pas négociable». Mais aucun des 14 autres chefs de gouvernement ne le laissera s'en tirer ainsi. Après tout, Londres profitera de nombreuses autres réformes, déjà en vue, de l'Agenda 2000. Et si les règles confuses de l'UE, d'après lesquelles des comptables spécifiquement formés calculent chaque année le bonus britannique, devaient rester inchangées, Blair empocherait même une remise exceptionnelle supplémentaire au moment de l'adhésion des premiers pays de l'Est, tandis que tous les autres auraient à déboursier plus.

Corriger au moins cette absurdité est une priorité pour Berlin. Les experts peuvent élaborer de brillants modèles de calcul mais, au final, seul compte le calcul politique: comment obtenir de Tony Blair que la Grande-Bretagne renonce à son veto et, par conséquent, à de l'argent sonnante et trébuchant? «Dans l'arène

publique», déclare un connaisseur des nuits de négociations bruxelloises, «ce n'est pas possible.» Cela ne ferait que réveiller des bataillons ennemis sur le front travailliste, la presse de boulevard et les *tories*. Soit l'UE se met d'accord avec Londres discrètement, soit la conférence de Berlin va buter à grand fracas sur l'héritage de Maggie.

Au sommet, des escarmouches verbales seront échangées aussi sur une seconde ligne de conflit: dans la lutte entre le Nord et le Sud pour les fonds structurels. Cette lutte est certaine, mais elle fera moins de dégâts. C'est le rituel européen: les Espagnols, les Grecs et les Portugais tentent un coup de poker pour s'assurer les milliards pour leur développement, les Allemands et les Néerlandais insistent sur une diminution de leurs lourdes contributions nettes. Les grincements et les claquements de porte font partie du travail diplomatique. Des observateurs initiés se disent toutefois «prudemment optimistes sur la possibilité d'un compromis». Les bornes qui limitent le corridor tapissé de chiffres dans lequel Gerhard Schröder et l'Espagnol José María Aznar doivent se rencontrer quelque part au milieu, au cours de la dernière nuit, sont posées: Bonn voudrait que Bruxelles débourse au maximum 190,5 milliards d'euros en sept ans, Madrid imposera un maximum de 216 milliards. Ce serait dix pour cent de moins que ce que la Commission européenne avait initialement recommandé. Avec cette «stabilisation» du budget, l'Europe coûterait aux Allemands quelque 5 milliards de marks en moins. Et, parallèlement, l'Allemagne espère obtenir de Bruxelles une aide régionale supplémentaire de 2 milliards de marks – chaque année! C'est ce que Monika Wulf-Mathies, la commissaire responsable, a calculé approximativement pour ses compatriotes.

Cette partie de l'Agenda est encore loin d'être réglée pour Schröder. Au préalable, Aznar doit par exemple être certain que, dans la zone euro, son pays continuera à profiter du fonds de cohésion, qui doit aplanir les différences de développement entre pays pauvres et pays riches de l'UE. Certes, il y a ici beaucoup moins d'argent en jeu pour l'Espagne que dans les fonds structurels, mais c'est à l'aune de ces milliards que la population espagnole mesure son succès. Faisant preuve de sens tactique, Bonn a cédé.

D'une façon générale, peu avant le sommet de Berlin, les membres de la coalition entre socialistes et verts envoient des signaux plutôt modérés. Il n'y a pas plus de neuf mois, tous, Britanniques en tête, blaguaient: «Kohl brandit le sac à main de Maggie» – il voulait, comme Thatcher en son temps, récupérer son argent. Il est vrai que tous les documents sur l'UE qui sortent de Bonn mentionnent encore une réduction générale pour tous les pourvoyeurs de fonds trop sollicités. Mais, en secret, Schröder a depuis longtemps abandonné cette idée. Rhétoriquement, son ministre des Affaires étrangères a déjà préparé la retraite. L'Allemagne paiera-t-elle prochainement moins à Bruxelles? «Je n'en sais rien – mais est-ce le plus important?» C'est ce qui semblait jusqu'ici. Maintenant, les paroles de Fischer sonnent presque comme celles de Helmut Kohl: «L'Allemagne est la grande gagnante du processus d'élargissement.»

Il a raison. Mais sa mine sérieuse trahit peu d'enthousiasme. Il est vrai que Bonn est soulagée par le quasi-gel des dépenses de l'UE. Mais les économies sont beaucoup moins grandes que prévu. Le gouvernement des Pays-Bas qui, sans manquer d'aplomb, a inscrit dans son accord de coalition une réduction de sa contribution à Bruxelles à partir de l'année 2002, doit lui aussi revoir sa copie. Allemands et Néerlandais en veulent donc à Paris qui, avec une diplomatie presque perfide, a ôté des mains des pourvoyeurs de fonds leur principale arme: le cofinancement national des dépenses agricoles de Bruxelles reste, du moins en grande partie, un tabou.

À la recherche de portes dérobées

La France avait exigé cette concession de ses partenaires avant d'accepter la semaine dernière le fâcheux compromis sur la politique agricole. Ce n'est qu'une demi-réforme, mais c'est toujours cela. Les prix baissent, mais moins que ne l'avaient recommandé les experts de Bruxelles. Dès lors, la compensation rapide pour les agriculteurs – toutes sortes de primes aux cultures et à l'élevage – est un peu moins élevée. Au bout du compte, les ministres de l'Agriculture ont accordé à leur clientèle quelque 14 milliards de marks allemands de plus que ce que les Premiers ministres avaient initialement approuvé. À Berlin, les chefs de gouvernement veulent mieux faire et économiser un peu plus. Certaines aides aux agriculteurs devraient bientôt diminuer à nouveau, peut-être trouvera-t-on même encore un interstice pour un peu de cofinancement par une porte dérobée. Mais ce ne sera pas beaucoup, sinon le paquet agricole péniblement

ficelé risque d'éclater. Les marchandages doivent donc recommencer dans trois ans au plus tard. L'élargissement à l'Est sera alors une réalité proche, et l'Europe sera à nouveau mise au pilori par l'Organisation mondiale du commerce pour son protectionnisme agricole.

Certes, à court terme, le compromis agricole tant critiqué laisse entrevoir une solution caractéristique du poker qui se joue à Berlin: tout est relié. Étant donné que l'Italie a pu décrocher des quotas laitiers supplémentaires, le gouvernement de Rome se montre maintenant conciliant pour le futur calcul des contributions nationales à l'UE. Jusqu'à présent, une partie des transferts à Bruxelles était calculée sur la base des rentrées de la taxe sur la valeur ajoutée. Cela favorisait l'Italie et la Belgique, où l'économie parallèle est particulièrement florissante. Il serait plus équitable que – comme c'est prévu – la richesse nationale (PNB) serve à l'avenir davantage de référence. Pour l'Italie, cela augmente le coût de l'Europe de 2,4 milliards de marks par an. Le nouveau trésorier de l'équipe Schröder épargnera quant à lui 700 millions d'euros chaque année.

Pour profiter de cette aubaine du quota laitier, Hans Eichel doit toutefois consentir à une longue amitié avec Gerhard Schröder: le marchandage du «vendeur de voitures» n'entrera sans doute pleinement en vigueur qu'en 2006.